

Ce que nous sommes...

Nous sommes *«des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif»* ainsi que le proclamait Pelloutier, il y aura bientôt 110 ans, dans sa Lettre aux anarchistes, préface du compte-rendu du Congrès Général du Parti Socialiste Français (3-8 décembre 1899).

Nous sommes *«dévoués à l'œuvre économique, purs de toute ambition, prodiges de nos forces»* et nous poursuivons *«impassibles, la besogne syndicale, obscure, mais féconde»*.

Nous nous attachons *«à poursuivre plus activement, plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres»*.

Nous ne proposons pas *«une méthode nouvelle»* et ne demandons pas *«un assentiment unanime à cette méthode»*.

Nous pensons que *«pour hâter la «révolution sociale» et faire que le prolétariat soit en état d'en tirer tout le profit désirable, nous devons, non seulement prêcher aux quatre coins de l'horizon le gouvernement de soi par soi-même, mais encore prouver expérimentalement à la foule ouvrière, au sein de ses propres institutions, qu'un tel gouvernement est possible, et aussi l'armer, en l'instruisant de la nécessité de la révolution, contre les suggestions énervantes du capitalisme»*.

Evidemment, au long de toutes ces années, cette position adogmatique ne nous a pas valu que des compliments! Peu importe. Sommes-nous *«incontrôlables»*? Sans doute. En tout cas nous y sommes vigilants. Nous sommes rebelles à l'autorité, aux diktats, aux règlements qui viennent *«d'en haut»*, et fiers de l'être. Qui nous le reprochera quand le monde bascule dans la *«démocrature»*, cette dictature habillée en démocratie?

Nous voulons être avant tout des individus libres, et nous savons que pour l'être pleinement, les organisations que nous constituons doivent elles-mêmes être libres selon le mot de Jouhaux. C'est pourquoi nous combattons pour la liberté, y compris dans nos propres organisations. Nous ne prétendons à rien d'autre qu'au libre examen et à la libre discussion sur toutes les questions. Nous avons nos idées et nos positions, nous ne tentons de les imposer à personne, par aucun moyen; nous revendiquons cette liberté, et nous demandons la réciprocité.

Yann PERROTTE

Verts de gris...

Dany le rouge est devenu Dany le vert. Nonobstant cette forme particulière de daltonisme politique (à moins qu'il ne s'agisse du syndrome du caméléon...), il faut reconnaître une certaine continuité dans la pensée et l'action de Daniel Cohn-Bendit. Hier la révolution devait apporter le bonheur au peuple aujourd'hui, c'est la décroissance. Un messianisme fluctuant mais toujours médiatique!

D'aucuns feignent de s'étonner de la proposition de Cohn-Bendit qui, fort de ses 16,28% des voix obtenus lors du scrutin européen du 7 juin dernier, souhaite rallier les communistes, les socialistes et le Modem à son vert étendard.

Rien de plus logique pourtant, le jeu des alliances est un passage obligé pour tout politicien.

Pour triompher, une idéologie doit s'incarner en une icône, «le petit père des peuples» pour le «communisme dans un seul pays». Jean-Paul II, l'abbé Pierre ou mère Teresa pour la «charité chrétienne», Bové ou Cohn-Bendit pour l'écologisme...

Car si l'écologie est une discipline scientifique, l'écologisme est une idéologie, qui plus est, particulièrement réactionnaire.

Une idéologie antirépublicaine

La mouvance écologiste a de tous temps soutenu les différents régionalismes, y compris les fractions séparatistes et indépendantistes (en Corse, au pays basque, en Bretagne...). C'est donc fort logiquement, qu'au parlement européen, le parti vert européen siège avec les élus de l'Alliance Libre Européenne; organisation de soutien des mouvements indépendantistes d'Europe. L'objectif de ce conglomerat politique est on ne peut plus contre révolutionnaire puisqu'il s'agit de démanteler les états nations au profit de régions autonomes regroupées au sein d'un empire européen. Le féodalisme au sein du 4ème Reich!

Une idéologie totalitaire et profondément réactionnaire

Trop souvent, l'écologisme est classé à gauche (si tant est que cette qualification ait encore un sens) au prétexte que de nombreux groupes écologistes ont fleuri après mai 68. Pourtant les racines historiques de l'écologisme sont bien antérieures, Giono l'écrivain méridional attaché au retour à la terre (cette terre qui, elle, ne ment pas selon Pétain...), l'auteur pacifiste qui approuva le régime de Vichy et la collaboration avec les nazis, est un précurseur de l'écologisme, certes gênant mais bien réel. L'écologisme des pétainistes était surtout la traduction d'une vision passéiste de la France, une France rurale attachée aux valeurs patriarcales et traditionnelles: travail-famille-patrie. L'écologisme du parti nazi est plus conséquent et s'apparente, à bien des égards, à l'écologisme que nous connaissons aujourd'hui.

La législation écologique mise en œuvre en Allemagne dès 1933 s'appuie sur les travaux du biologiste et théoricien nazi de l'environnement Walther Schoenichen. Ce dernier défend l'idée qu'il faut préserver la nature vierge de toute transformation humaine. On retrouve là un thème récurrent du courant romantique qui s'est opposé à la philosophie des lumières qui, depuis Descartes, postule au contraire que, culturellement, l'homme doit s'émanciper du joug de la nature.

De ce point de vue, l'opposition, sans nuance et quasi mystique, des écologistes aux OGM (qui sont une réalité depuis que l'homme a inventé l'agriculture) et à l'énergie nucléaire est parfaitement réactionnaire.

Par ailleurs, Schonichen pensait qu'il fallait conserver «l'authenticité» (sic) des peuples du monde, ce qui se traduit par la politique raciste du régime nazi. Les accointances des verts contemporains avec les mouvements séparatistes ne se fonderaient-elles pas sur une logique semblable?

La question est indéniablement dérangeante mais elle mérite d'être posée.

Une idéologie respectueuse du cadre capitaliste

Depuis quelques années, se développent dans les milieux écologistes et altermondialistes, les notions de décroissance, d'anti productivisme. La logique est simple: les ressources naturelles sont limitées, il convient donc de mettre un terme à la croissance économique, à la fameuse «société de consommation» et au développement technique. Logiques avec eux-mêmes, certains khmers verts vont même jusqu'à remettre en cause le développement des pays du «tiers monde» et leur accès à la médecine!

Une fois de plus, il s'agit ni plus ni moins que du recyclage de vieilles idées. Dans le courant des années 70, des clubs de pensée tels le célèbre «club de Rome» entendaient lutter contre la crise du capitalisme en remettant au goût du jour, tout en les déformant quelque peu au passage, les théories de Malthus (1766-1834) qui estimait que l'accroissement de la population entraînait l'humanité à sa perte. En disciple fidèle, le député vert Yves Cochet a déposé récemment un projet de loi visant à supprimer les allocations familiales au-delà du troisième enfant afin de lutter contre l'émission de CO₂ ! Cette proposition de loi fit peu de bruit, en aurait-il été de même si l'idée avait été émise par Le Pen... par exemple? Bien entendu, nous ne sommes pas les tenants d'une politique nataliste chère à la hiérarchie catholique, mais la proposition de Cochet est pour le moins antisociale.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que ces thèses sont étrangères au mouvement ouvrier, qui, à contrario, s'est toujours battu pour le pouvoir d'achat de la classe ouvrière. En revanche, les tenants du système capitaliste s'accommodent parfaitement des théories fumeuses sur la décroissance. Pour eux, l'essentiel n'est pas la production mais le profit. Si les marchés ne sont plus solvables, les profits sont maintenus (voir augmentés) en réduisant les investissements, les salaires, les droits sociaux... L'actualité nous le démontre chaque jour.

Une idéologie de substitution à la lutte des classes

Depuis que les partis se revendiquant traditionnellement de la classe ouvrière ont abandonné le terrain de la lutte des classes, beaucoup se sont reconverti à la défense de l'environnement et du communautarisme.

Lors de la fête de l'Humanité de 2005 Alain Hayec, responsable Ecologie et développement durable pour le PCF, déclarait: *«Il nous faut repenser le type même de développement et de croissance dans ses finalités comme dans ses modes opératoires, (nous) inscrire dans le dépassement des modes de production et de consommation actuels»*.

Philippe Corcuff membre de la direction du très médiatique NPA lors d'un colloque organisé par le journal «La décroissance» (sic): *«Depuis la fin du XIXe siècle, les différentes variantes de socialisme ont souvent été imbibées de productivisme, d'une croyance [...] qu'il suffisait de se débarrasser des chaînes de l'exploitation capitaliste pour résoudre tous les problèmes »*.

Il ne s'agit pas là d'une déclaration isolée puisque dans les «principes fondateurs» du NPA on trouve le passage suivant : *«En opposition aux modes de production et de consommation actuels, nous proposons la relocalisation de l'économie, la redistribution des richesses, la décroissance de la consommation des ressources non renouvelables (...)»*.

Sou venons-nous de cette citation de Jaurès : *«Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire, c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe et de ne pas faire écho aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques»*.

Nous ne confondons pas l'écologie, qui est une science et l'écologisme, qui est une idéologie. Et le courage nous amène à affirmer haut et fort que cette idéologie est particulièrement réactionnaire, qu'elle permet aux tenants du système capitaliste de justifier les milliers de licenciements au nom de la décroissance et aux politicards de gôche d'abandonner la lutte des classes au profit de la défense de la chlorophylle, des petits oiseaux et du communautarisme, thème ô combien plus porteur parmi l'électorat bobo. Pour notre part nous continuerons inlassablement à défendre l'amélioration des conditions matérielles de la classe ouvrière, ce qui passe par la production de richesses.

Christophe BITAUD

Repères...

«(...) tout parti» comporte l'esprit de corps et par conséquent la solidarité dans le mal comme dans le bien : chaque membre de ce parti devient solidaire des fautes, des mensonges, des ambitions de tous ses camarades et maîtres. L'homme libre, qui de plein gré unit sa force à celle d'autres hommes agissant de par leur volonté propre, a seul le droit de désavouer les erreurs ou les méfaits de soi-disant compagnons. Il ne saurait être tenu pour responsable que de lui-même».

Elisée RECLUS (1830-1905) «L'Evolution, la Révolution et l'idéal anarchique»

Une période charnière...

On sait par expérience que l'indépendance syndicale ne se décrète pas, mais qu'elle se pratique au quotidien.

La position commune créant de vifs remous au sein des confédérations signataires, les militants ne sont pas prêts d'accepter une solution à l'italienne. Le CCN de la CGT-Force Ouvrière, a mis en échec pour le moment ceux qui à l'intérieur de l'organisation nous amenaient sur le terrain du corporatisme.

Il est vrai que les couleuvres étaient grosses à avaler:

- L'accord sur la modernisation du marché du travail rejeté par les 32UD et 4 Fédés,
- Le blocage des compteurs à 40 ans, où l'on abandonne de fait le juste retour à 37,5 pour les salariés du privé comme du public.

Que notre confédération ne participe pas à la journée du 7 octobre sur le travail décent est positif. Les rapports de production existants, comment peut on caractériser le travail décent, sinon en le posant au travers de revendications :

- Un vrai travail avec un vrai salaire, mais pour cela il y a incompatibilité avec les institutions monétaires et en premier lieu la banque centrale européenne,
- Poser la revendication de la santé au travail l'exemple de France Télécom en est une preuve flagrante,
- On ne peut faire l'impasse non plus sur l'avenir de la Sécurité Sociale, conquête ouvrière, que tous les gouvernements confondus remettent en cause, afin de la livrer au secteur marchand.

Les représentants de l'organisation doivent être à l'écoute des préoccupations des syndiqués en appelant seuls si nous y sommes contraints à la mobilisation générale comme en 1995. Force est de constater que nous arrivons à une période charnière.

L'avenir des services publics et la préservation de vrais emplois est à ce prix.

La gestion de la «crise» n'est que le produit d'accords d'appareils.

Pour ma part les instances de l'organisation doivent fonctionner normalement. Les méthodes de parti n'ont pas leur place dans notre organisation syndicale. De même, il serait salutaire que toutes les candidatures pour la composition du bureau confédéral ne fassent pas l'objet de petits arrangements, mais qu'elles soient représentatives de différents courants de pensée.

La démocratie n'est pas un vain mot.

Patrick BROSSARD

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
19, rue de l'Etang Bernard -REZE
Abonnement pour 20 n°s : 30 euros
Abonnement de soutien : 40 euros
A verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER
CCP NANTES : 9998 2_D 19, rue de l'Etang Bernard 44400 REZE
Imprimerie Spéciale de l'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication : A. HEBERT

Capitalisme et révolution sociale ...

Lors du congrès international de la Libre Pensée qui s'est tenu à Paris en 1905, Sébastien Faure a prononcé un «discours fondateur» qui vaut la peine qu'on vous en propose des extraits significatifs. Même si Sébast', comme de nombreux camarades de l'époque, a sous estimé la capacité du capitalisme à s'adapter.

Marc PREVOTEL

Camarades, en dépit des modalités particulières et provisoires des formes politiques et économiques que revêtent les nations diverses, on peut affirmer que toute notre civilisation fatalise une triple misère: misère physique, la pauvreté - misère intellectuelle, l'ignorance - misère morale, la haine. On peut ajouter, sans se donner beaucoup de mal et avec la certitude de ne pas se tromper, que lois, institutions, forces sociales organisées, tout se meut, tout fonctionne au profit de trois bandits, trois sortes de malfaiteurs publics, seuls bénéficiaires de l'organisation sociale. Le premier de ces bandits, c'est l'homme de proie, l'homme de rapacité, celui qui vole. Le second de ces coquins, c'est l'homme d'imposture, de ruse, de mensonge, celui qui ment. Le troisième, c'est l'homme de violence, de bestialité, l'assassin, celui qui tue.

Pour parler net et donner à mon langage une forme précise, claire, simple, populaire, saisissante, je dirai que le premier de ces bandits s'appelle le capitaliste. [...], le second s'appelle l'imposteur, le prêtre et le politicien, celui qui nous dupe, (*Applaudissements*). Le troisième s'appelle le soldat, le guerrier, celui qui tue. (*Nouveaux applaudissements*).

De deux choses l'une: ou la Libre Pensée doit se condamner à planer dans les hautes sphères de la spéculation et, dans ce cas, je me demande pourquoi de si loin vous êtes venus si nombreux, je me demande aussi quelle besogne utile, féconde peut sortir de ces délibérations. Ou bien au contraire, la Libre Pensée a pour objet, pour fin précise, pour mandat net et formel de libérer non pas seulement la pensée humaine, mais l'homme tout entier, de l'affranchir de cette triple misère, de cette triple servitude dont je viens de vous parler [...] (*Applaudissements*).

Il n'est pas douteux, camarades, que grâce aux applications multiples de la science à l'agriculture et à l'industrie, grâce au mouvement qui se fait dans les idées, au travail des esprits, l'usure se produit dans le domaine capitaliste: le régime capitaliste lui-même peu à peu tend à disparaître. [...] C'est donc grâce à la complicité du troisième larron, le soldat, que les deux premiers bandits, celui qui vole et celui qui ment sont encore debout. (*Applaudissements*).

[...] Nos adversaires, en ce qui concerne le patriotisme, le militarisme, déclarent qu'il serait injuste d'assimiler les soudards appartenant à l'armée actuelle aux mercenaires d'autrefois. Sous le régime de la démocratie, nous dit-on, le soldat fait partie de la nation, il ne cesse pas d'être citoyen. Les intérêts du soldat sont ceux de la nation toute entière. On a soin d'ajouter que tout homme arrivant à l'âge de sa majorité devant être incorporé dans l'armée, devant être soldat, il ne serait pas juste de le considérer comme hors le prolétariat auquel il appartient, bien qu'il en ait été arraché et l'on ajoute que, si, autrefois, les bandits et les mercenaires qui constituaient les armées du passé n'étaient que d'affreux soudards, des êtres féroces et sanguinaires, [...] aujourd'hui au contraire l'armée est devenue une sécurité pour tous, un gage de liberté et d'indépendance pour chaque nation ; en conséquence le rôle des armées a cessé d'être ce qu'il était autrefois. Ce rôle, ce mandat, serait, paraît-il précis, exclusif, limité : il consisterait à assurer simplement, quand celles-ci sont menacées, la sécurité du territoire et l'inviolabilité des frontières.

[...] Je sais bien que tous les 25 ou 30 ans, quand il arrive que les frontières sont menacées, les armées permanentes ont pour rôle de courir à la frontière et de bouter dehors l'envahisseur. 1814, 1871 sont des dates nationales qui attestent que si tel est le rôle du soldat à l'heure actuelle, ces armées ne sont pas à la hauteur de leur tâche, quand il s'agit de se montrer. (*Applaudissements*).

[...] Ce qui est établi enfin, c'est que non point deux ou trois fois par siècle, non point tous les 25 ans, mais tous les jours, à toute heure, chaque minute, chaque seconde, le rôle des armées permanentes dans notre société n'est pas d'assurer la sécurité des frontières, l'intégrité du territoire, mais d'assurer la sécurité des riches et l'intégrité de leur coffre-fort. (*Vifs applaudissements*).

[...] Il n'y a, et il faut le dire, qu'un moyen de faire disparaître à jamais les guerres, les tueries, les massacres, qu'un moyen d'instaurer d'une façon définitive la paix, c'est le désarmement intégral et définitif. Seulement, il faut tout dire, et c'est par là que je terminerai, le désarmement lui-même ne peut être que la conséquence d'un fait, il a lui-même une préface nécessaire, une introduction indispensable.

Comment ! Nous avons dit et je crois pouvoir affirmer que j'ai prouvé que l'existence des armées était nécessaire aux maîtres pour garder le pouvoir [...]. Donc, aussi longtemps qu'il y aura dans une société deux classes, [...] les premiers, c'est-à-dire les bénéficiaires de l'état de chose, voudront s'entourer d'un rempart qui les protège et les mette à l'abri des assauts toujours possibles des dépouillés, l'armée. (*Applaudissements sur divers bancs*). Donc, impossible de songer sérieusement au désarmement, si l'on ne suppose pas tout d'abord que ce désarmement doit avoir comme préface, comme seuil, ce que nous appelons la révolution sociale, c'est-à-dire la transformation de cette formule meurtrière, inhumaine qui caractérise les temps modernes et anciens: Tout à quelques uns, la substitution à cette formule de cette autre: Tout appartient à tous. (*Applaudissements*). [...]